

QUESTIONS ORALES

[Français]

LA CONSTITUTION

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Nous sommes ravis d'apprendre que le gouvernement reconnaît enfin ce que nous préconisons depuis longtemps, qu'il est essentiel de consulter la population canadienne en matière de Constitution et de reconnaître le principe que la Constitution n'appartient pas aux politiciens, n'appartient pas aux bureaucrates, mais qu'elle appartient fondamentalement à la population du Canada.

Je voudrais savoir du premier ministre s'il peut confirmer en cette Chambre si le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social parlait au nom du gouvernement ce matin lorsqu'il a annoncé que nous aurons bientôt une Loi sur les référendums ici même dans cette Chambre?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je n'ai pas entendu la déclaration du ministre ce matin, mais la position du gouvernement, c'est celle que j'ai annoncée lorsque j'ai mentionné ceci:

[Traduction]

«C'est ce à quoi le député de Yellowknife et moi-même, entre autres, consacrons tous nos efforts. Nous espérons vivement réussir dans le cadre de cette initiative» qui touche toutes les provinces. «Dans le cas contraire, je chercherais alors à examiner avec les leaders parlementaires d'autres solutions. Au moment voulu, cela pourrait prendre un certain nombre de formes.»

Nous poursuivons nos pourparlers avec les provinces et nous espérons réussir, mais dans la négative, en temps opportun, je consulterai bien entendu les chefs des formations politiques à la Chambre et nous prendrons les mesures qui s'imposent au nom du Canada.

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question supplémentaire au premier ministre.

Le gouvernement ne devrait-il pas, à ce stade-ci, adopter pour politique de consulter les Canadiens plutôt que de menacer simplement les premiers ministres provinciaux d'un référendum si les choses ne bougent pas?

Si nous reconnaissons que la Constitution appartient aux Canadiens, pourquoi ne pas être francs envers eux et

Questions orales

dire qu'au moins, ils décideront du type de Constitution qu'ils veulent et qu'ils auront tous leur mot à dire à ce sujet?

Le très hon. Joe Clark (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre responsable des Affaires constitutionnelles): Monsieur le Président, depuis la présentation du discours du Trône, le gouvernement dit publiquement vouloir consulter la population. Nous entendons respecter l'engagement en question. Nous précisons en temps voulu comment nous allons procéder.

Si vous le permettez, je voudrais corriger la fausse impression que le chef de l'opposition a peut-être au sujet de l'entente que j'ai conclue au nom du gouvernement fédéral avec les représentants des provinces et des territoires lorsque nous nous sommes rencontrés le 12 mars. Nous entendons tous faire tout en notre pouvoir pour parvenir à un accord entre les gouvernements au sujet de la position constitutionnelle que nous devrions adopter pour résoudre les problèmes les plus urgents auxquels le Canada est confronté.

• (1420)

Les premiers ministres provinciaux et les représentants des territoires comprennent que si le processus en question ne donne pas les résultats escomptés, le gouvernement fédéral devra alors agir de sa propre initiative. Ils sont conscients qu'aucune menace ne plane au-dessus des gouvernements provinciaux et territoriaux. Ce n'est pas là notre façon d'agir.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question qui traite du même sujet à l'honorable ministre des Affaires constitutionnelles.

Hier soir, en regardant la télévision, j'ai eu le plaisir de constater—et c'était le deuxième soir que je la voyais—une annonce du gouvernement, payée par le gouvernement, avec l'argent des contribuables, dans lequel message publicitaire on disait que le Rapport Beaudoin-Dobbie était un très bon rapport. J'ai trouvé cela tout à fait intéressant. Mais comment le ministre peut-il expliquer aux Québécois que le gouvernement se serve de l'argent des contribuables pour faire la promotion du Rapport Beaudoin-Dobbie alors que le ministre de la Défense, encore avant-hier, a dit que ce rapport n'était pas acceptable?